

Le ministre sait que nous reculons depuis quelques années. Il serait étonné de voir quel appui il recevrait, non seulement dans notre parti mais dans la population tout entière, s'il donnait un peu d'incitations à l'économie et s'il modérait un peu certains programmes sociaux. Ils sont peut-être très bien et très utiles, malheureusement ils dépassent nos moyens.

M. Corbett: Monsieur le président, je voudrais profiter de cette occasion pour vous parler un peu du bill C-54 et de ses répercussions, s'il est adopté, sur l'économie canadienne et l'avenir de nos concitoyens et du pays même.

Le document traite de beaucoup de sujets. Il est plutôt volumineux et renferme beaucoup de matière. Il porte surtout sur le mini-budget et sur le budget ultérieur présentés par le ministre des Finances l'année dernière. Comme le savent les députés, il n'est pas encore entré en vigueur, même si ce sera bientôt le premier anniversaire des élections du 18 février dernier.

Les Canadiens reconnaîtront en général qu'à cette date où le gouvernement d'en face était élu, après avoir condamné les politiques du gouvernement précédent et le budget du 9 décembre 1979 de l'ancien ministre des Finances, et préconisé un programme de relance économique, on nous avait montré le plus grand canular de notre histoire. En effet, les libéraux avaient promis d'améliorer notre situation. Ils avaient même laissé entendre qu'ils le feraient immédiatement. En fait, la situation actuelle est bien pire qu'il y a un an.

Les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi élevés. On nous avait carrément reproché de favoriser la hausse de ces taux quand nous formions le gouvernement. Les temps ont changé. Le remède qu'envisageaient les libéraux à l'époque, quand ils critiquaient notre gouvernement, n'est plus efficace aujourd'hui. En fait, les taux d'intérêt sont aujourd'hui passablement plus élevés qu'il y a un an.

On a fait croire aux Canadiens que le premier ministre et le parti libéral étaient beaucoup plus compétents que notre gouvernement. On leur a fait croire que l'effondrement économique était imminent si le gouvernement du jour conservait le pouvoir, mais que tout irait beaucoup mieux avec les libéraux et, en fait, que si le parti libéral revenait au pouvoir, tout irait pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Or, nous avons vu ce qui s'est produit. L'inflation est galopante. Si elle n'est pas jugulée, nous frôlerons la récession, sinon la dépression. La hausse vertigineuse des taux d'intérêt, le chômage considérable dont souffre le pays et l'augmentation palpable du nombre des faillites dans la petite entreprise, par rapport à l'année dernière, nous portent à le croire. Si ces chiffres n'avaient augmenté que de 1 ou 2 p. 100, nous aurions pu l'accepter à la rigueur et même croire à un phénomène naturel. Toutefois, le nombre des faillites dans la petite entreprise canadienne s'est accru de plus de 17 p. 100, par rapport à l'année dernière.

Que compte faire le gouvernement à ce sujet? Il nous a promis dans le mini-budget des obligations pour l'expansion des petites entreprises. Cette promesse avait donné de l'espoir aux hommes d'affaires. Ainsi, ils pourraient s'adresser aux institutions financières et bancaires et, forts des promesses de l'actuel ministre des Finances, se prévaloir sous peu de ces

obligations. Le milieu des affaires en avait été réconforté. Bien des mois après, la mesure législative régissant les obligations pour l'expansion des petites entreprises n'est toujours pas adoptée. Une prolongation a été accordée l'année dernière pour trois mois supplémentaires en 1981. Le premier de ces trois mois est déjà écoulé. Que va-t-il se passer maintenant? C'est extrêmement difficile à dire. Qu'est-ce que les obligations pour l'expansion des petites entreprises coûtent au gouvernement? Le gouvernement ne semble pas en mesure de nous répondre.

● (1650)

Les habitants de diverses régions du Canada s'étaient réjouis à l'annonce que le gouvernement mettait sur pied un programme de crédit d'impôt au titre des nouveaux investissements manufacturiers. Dans ma propre province de Nouveau-Brunswick et dans ma propre circonscription de Fundy-Royal, bien des gens espéraient que ce programme encouragerait l'industrie manufacturière à s'établir dans toutes les régions peu industrialisées du pays. De fait, bien des gens, moi-même y compris, ont félicité le gouvernement d'avoir proposé cette mesure dans son budget. Mais qu'avons-nous découvert depuis la présentation de l'exposé budgétaire? Nous avons appris que le programme ne s'appliquerait pas à toutes les régions en mal de stimulants quelconques, en mal d'industries manufacturières supplémentaires, où le taux de chômage est élevé et où les revenus familiaux et moyens sont faibles. Nous avons appris que le programme servirait plutôt à aider des secteurs bien précis de ces régions.

J'accepte très difficilement que les seules régions qui semblent devoir profiter du programme de crédit d'impôt aux nouveaux investissements manufacturiers soient des régions représentées par des ministériels. J'accepte difficilement que ce genre de partialité politique puisse influencer sur l'avenir de régions qui ont un besoin urgent qu'un gouvernement compréhensif s'intéresse à leurs problèmes. C'est pourtant ce qui se passe. Seulement cinq régions de la Nouvelle-Écosse sont admissibles au programme de crédit d'impôt aux nouveaux investissements manufacturiers et toutes ces régions sont représentées à la Chambre par des membres du parti libéral.

Nous avons un ministre des Finances qui blâme le peuple canadien pour les problèmes et les ennuis économiques du pays. Selon lui, si le peuple canadien veut blâmer quelqu'un il n'a qu'à s'en prendre à lui-même, à sa prodigalité et à son désir d'obtenir toujours un peu plus. Le premier ministre nous dit que nous devrions vivre selon nos moyens. Je voudrais bien voir ces deux députés essayer de vivre avec les revenus fixes impartis aux personnes âgées et aux indigents du Canada.

Le programme de crédit d'impôt énergétique, qui constituait un élément essentiel du budget Crosbie, n'a pas été repris dans le dernier budget. C'est un coup dur pour les personnes qui ont absolument besoin de fuel domestique pour se chauffer et cuisiner, surtout au cours de cet hiver tellement rigoureux. Le budget ne prévoit rien pour les aider. En fait, ils ont même droit à une augmentation des taxes sur le fuel domestique que ne prévoyait pas le budget Crosbie. Ces personnes ont beaucoup de mal à faire face à la situation et c'est très facile à comprendre.